

NON À LA GESTION DES REMPLACEMENTS PAR UNE START-UP PRIVÉE!

UNE USINE À GAZ



Pour sa mise en œuvre, les secrétaires devront jongler entre l'ancien logiciel (ARIA) et cette nouvelle application.



Les collègues n'ont ni le temps, ni les moyens de voir leur charge de travail doubler



Aucune compensation prévue : ni en moyens humains, ni en mesures financières



problème à prévoir pour la mise en œuvre des paiements des indemnités de déplacements



POURQUOI S'Y OPPOSER?



Disparition progressive des secrétaires de circonscription avec comme objectif de centraliser leurs fonctions au niveau du département



Aucune présentation à la formation spécialisée qui traite de la santé et des conditions de travail des personnels



Si bug sur l'application, les conséquences pourraient être importantes (remplacements non effectués, paiement des indemnités remis en cause): pression accrue sur les secrétaires



Disparition de la relation téléphonique avec le (ou la) secrétaire



Externalisation d'une compétence de l'État



Eviter une nouvelle catastrophe causée par des logiciels inadaptés à nos métiers comme **OP@LE** (logiciel de comptabilité) et **RenoiRH** (logiciel de gestion RH)



Nos revendications

- Non à la privatisation du service public
- Non aux suppressions de postes des personnels administratifs
- Maintien de tous les emplois et recrutement des personnels nécessaires dans le cadre du statut
- Stop aux dégradations des conditions de travail des personnels administratifs